



# SÉMINAIRE VIRTUEL INTER OUTRE-MER #1

## ANIMATION NATIONALE DES RITA

**RITA**  
 Réseaux  
 d'innovation et de transfert  
 agricole dans les outre-mer

**Mardi 28 octobre 2025**  
**13h00 - 16h00 (heure de Paris)**

# ACTES

Une action proposée par :



Avec le soutien de



Mardi 28 octobre dernier, le premier séminaire virtuel des RITA a réuni 156 participants de tous horizons ultramarins et hexagonaux autour des grands enjeux de l'agriculture ultramarine : adaptation au changement climatique, souveraineté alimentaire et réduction de la dépendance aux intrants importés.

Sur une demi-journée, neuf interventions ont permis à chacun de composer son parcours et d'échanger avec des conseillers, agriculteurs, chercheurs et animateurs de réseaux partenaires. Chaque session, animée par l'équipe nationale des RITA, combinait présentation de projets et échanges avec les participants. Ces derniers ont tous pris part à plusieurs conférences, totalisant près de 380 connexions sur l'ensemble de l'évènement.

Les participants ont été invités à utiliser ce séminaire comme un espace de partage et de collaboration pour renforcer la force collective des réseaux RITA.

Les actes de ce séminaire, les supports et les contenus enregistrés sont accessibles en ligne ([COATIS](#) et la [chaîne Youtube des RITA](#)). Ils soutiennent le partage d'expériences et la dynamique collective autour des RITA, illustrant la richesse et la diversité des initiatives ultramarines.

(Cette action a été organisée avec le soutien financier du RNAR, le Réseau National Agriculture et Ruralités).

\* \* \*

Le réseau RITA, ou Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole, existe depuis plus de dix ans et est présent dans les départements et territoires ultramarins. Sa mission : transformer la recherche et l'expérimentation agricoles en solutions concrètes et utiles pour les agriculteurs et les territoires.

Ces réseaux rassemblent l'ensemble des acteurs du développement agricole pour relever des défis locaux techniques, économiques et environnementaux, et inventer des pratiques durables adaptées aux réalités ultramarines.

L'animation nationale des RITA, portée par Chambres d'agriculture France, l'ACTA et le Cirad, a pour objectif de soutenir une dynamique commune entre les outre-mer autour de trois priorités thématiques :

- 1 – Adaptation au changement et aux aléas climatiques, accès à l'eau
- 2 – Souveraineté alimentaire : marchés et consommateurs
- 3 – Réduction de la dépendance aux intrants importés et économie circulaire



## Sommaire

De la destruction à la résilience : comment Mayotte réinvente son agriculture après le cyclone	<i>Page 4</i>
Souveraineté alimentaire à La Réunion : le soja et la patate douce, entre potentiel agricole et contraintes locales	<i>Page 5</i>
Valorisation de la Cosmétopée ultramarine : une dynamique collective, de l'identification des obstacles au partage de solutions	<i>Page 6</i>
Projections et services climatiques pour les territoires ultramarins tropicaux : perspectives pour des indicateurs agroclimatiques	<i>Page 7</i>
Le fruit à pain : un potentiel à cultiver, une valeur à révéler	<i>Page 8</i>
Projet RITA Karibiokrèyol : conservation et valorisation des races Créole de Guadeloupe	<i>Page 9</i>
HLB, un défi commun : comment les Outre-mer s'organisent pour sauver leurs agrumes	<i>Page 10</i>
Sécheresse et résilience : l'Association Foncière Pastorale Autorisée à la Martinique, un nouvel outil foncier pour sécuriser l'alimentation animale	<i>Page 12</i>
Pour un renforcement du réseau sanitaire des filières ruminants : le projet TISARU	<i>Page 13</i>
Contacts des intervenants	<i>Page 14</i>



## De la destruction à la résilience : comment Mayotte réinvente son agriculture après le cyclone

*Intervenants : Kadafi Said, Chambre d'agriculture de Mayotte - Etienne Thorel et Ambdildjalilou Omar, Association Messo - Ourfane Ali, groupement agricole GIASM - Ibrahim Soilihi, Conseil départemental.*

Avant le passage du cyclone, le territoire comptait 4 315 exploitations agricoles réparties sur 6 000 hectares, assurant près de 80 % des besoins locaux en fruits et légumes. Toutefois, l'agriculture mahoraise présentait des fragilités structurelles, avec des exploitations de très petite taille, une population d'agriculteurs vieillissante et un foncier peu maîtrisé. Le cyclone a profondément bouleversé ce paysage, entraînant une **destruction massive des cultures, vergers, serres et infrastructures hydrauliques**, pour un coût estimé à près de 296 millions d'euros (étude CAPAM / CDA France). Même en cas de replantation rapide et coordonnée, reconstituer le potentiel fruitier nécessiterait au moins sept ans.

Face à ces défis, la relance agricole a été portée par une mobilisation collective autour des **groupements de vulgarisation agricoles (GVA)** et du **dispositif d'entraide**, la *musada*, réactivé spontanément après le cyclone. La CAPAM - Chambre d'agriculture de Mayotte, a soutenu cette dynamique en mobilisant des financements de la Fondation de France, permettant d'accompagner neuf GVA avec près de 190 000 euros destinés à l'achat de plants et de matériel. Les opérations d'entraide se sont organisées de manière conviviale, souvent le week-end, avec un encadrement technique et matériel partagé, renforçant la cohésion et la solidarité entre agriculteurs.

Parmi les innovations mises en place, la **gestion des biodéchets** a été un enjeu majeur pour prévenir les incendies et valoriser les résidus végétaux. L'association Messo a présenté des solutions low-tech, comme le **compostage thermophile**, simple à mettre en œuvre, nécessitant peu d'espace et permettant d'obtenir un compost utilisable en deux à trois mois. Ces pratiques contribuent à **réduire les brûlis**, à améliorer la rétention d'eau dans les sols et à limiter l'érosion et l'usage d'intrants chimiques.

La relance du verger a été conduite de manière raisonnée et concertée. D'ici 2025 - 2026, l'objectif est de nettoyer et valoriser 90 hectares de parcelles et de planter 20 000 bananiers et 4 000 plants fruitiers hors cocotier. La **sélection variétale** a été réfléchi pour prendre en compte la résistance au stress hydrique, la vulnérabilité aux maladies et la performance agronomique, en collaboration avec le CIRAD.

Une opération spécifique concerne la **reconstitution de la cocoteraie** via l'importation de 40 000 noix de coco depuis la Polynésie française, avec des critères de sélection rigoureux pour les agriculteurs bénéficiaires et des mesures sanitaires strictes pour éviter l'introduction de maladies.

La CAPAM joue un rôle central dans l'accompagnement technique et l'organisation des activités des GVA, avec un suivi régulier et des échanges permanents *via* des outils numériques. Le **RITA Mayotte** assure quant à lui la concertation autour des choix variétaux et la **capitalisation des retours d'expérience**, en s'inspirant des bonnes pratiques des autres territoires ultramarins.

Malgré la gravité des pertes qu'il a engendrées, le cyclone Chido a servi de catalyseur pour renforcer la **résilience agroécologique de Mayotte**. La mobilisation collective, les innovations low-tech et la relance raisonnée des vergers démontrent que la coopération entre agriculteurs, institutions et partenaires techniques peut transformer une crise en opportunité de développement durable. Cette dynamique collective contribue à relever des enjeux majeurs pour le territoire, tels que la transition générationnelle, la maîtrise foncière, la commercialisation groupée des produits et la souveraineté alimentaire.

## Souveraineté alimentaire à La Réunion : le soja et la patate douce, entre potentiel agricole et contraintes locales

*Intervenante : Gaëlle TISSERAND, pôle Agriculture Biologique de l'ARMEFLHOR*

Dans le contexte agricole réunionnais, le soja et la patate douce sont deux cultures identifiées comme stratégiques pour renforcer la souveraineté alimentaire sur l'île de La Réunion.

Avec une surface agricole utile de 37 500 hectares, dont plus de la moitié occupée par la canne à sucre, des productions fruitières représentant 8 % de la SAU et un maraîchage couvrant 6 %, la **couverture locale des produits frais** est satisfaisante pour certains produits (100 % pour les légumes, œufs et certaines viandes). Elle tombe cependant à 50 % lorsque l'on inclut les produits transformés et congelés, ce qui conduit à une dépendance à l'importation de 77 % du volume alimentaire, notamment pour les céréales et le riz. Cette situation rend l'île particulièrement vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux.

Le **soja** est une **opportunité nouvelle** sur l'île. Culture riche en protéines végétales, adaptée aux modes de production en agriculture biologique et à la rotation culturale, le soja pourrait connaître une demande locale croissante, notamment via les collectivités soumises à la loi Egalim.

Les travaux de Gaëlle Tisserand ont été menés dans le cadre du **projet CAP-Protéines**, visant à **réduire la dépendance nationale** aux importations de protéines végétales. Les expérimentations locales ont porté sur des variétés inscrites au catalogue européen, avec un itinéraire technique entièrement mécanisé et des tests de transformation en tofu. Les rendements observés se situent autour de 20–25 quintaux par hectare avec un taux de protéines supérieur à 40 %. La faisabilité technique est donc avérée, même si la taille des plants plus réduite qu'en métropole et le faible nombre de parcelles adaptées limitent encore le passage à grande échelle. La production de **semences locales** et l'optimisation des rotations culturales sont identifiées comme des leviers pour rendre la culture économiquement plus attractive, tout en s'insérant dans un **système de diversification des revenus** et de mutualisation de matériel.

La **patate douce**, culture traditionnelle sur l'île, présente quant à elle un fort potentiel de production en plein champ, avec peu de pression phytosanitaire et des opportunités de production biologique. Sa valeur nutritionnelle et son taux glycémique inférieur au riz en font un produit adapté aux enjeux de santé publique. Les travaux menés visent à **mécaniser** certains itinéraires manuels, améliorer la production de **boutures** et adapter la récolte afin de diminuer la pénibilité et augmenter le volume produit. La définition d'un **cahier des charges pour la transformation** des produits (farine, cubes, frites) et la construction d'une filière organisée restent des points clés pour la structuration de ce marché.

Les échanges avec les participants ont permis de souligner l'importance des semences et de l'inoculum pour la production de soja, ainsi que la nécessité d'un **accompagnement technique et réglementaire** pour la **production locale de semences certifiées**. Il a également été rappelé que la rentabilité du soja reste inférieure à celle de la canne, même en optimisant les itinéraires techniques, ce qui nécessite une réflexion sur les rotations et, potentiellement, un **soutien politique** pour encourager le développement de la filière. Pour la patate douce, les travaux d'élaboration de références technico-économiques sont en cours avec la Chambre d'agriculture de La Réunion pour mieux orienter les choix techniques et commerciaux.

Ce projet démontre les efforts combinés d'expérimentation, d'optimisation technique et de structuration des filières nécessaires pour renforcer la souveraineté alimentaire à La Réunion, dans une volonté de **coopération** entre producteurs, transformateurs, collectivités et acteurs techniques pour transformer ces initiatives expérimentales en **filiales durables** et économiquement viables.

## Valorisation de la Cosmétopée ultramarine : une dynamique collective, de l'identification des obstacles au partage de solutions

*Intervenantes : Viviane Lecomte, CIRAD - Alba Zaremski, CIRAD - Axelle Duranty, Cosmetic Valley*

La Cosmétopée, concept créé par *Cosmetic Valley*, recense les plantes et leurs usages traditionnels à des fins cosmétiques, couvrant la protection de la peau, des cheveux et des dents, ainsi que le parfum, l'entretien et l'embellissement. Elle constitue un **patrimoine naturel et culturel** à préserver et valoriser pour soutenir la biodiversité et le développement économique durable. Viviane Lecomte, chargée de mission cosmétopée au CIRAD, raconte qu'à partir des projets de recherche menés en Guyane sur *l'Aquilaria* et *l'Aniba roseadora*, un colloque en 2022 a réuni plus de 200 participants et a permis la création du **réseau Cosmétopée ultramarine**, piloté par le Cirad et soutenu depuis 2023 par le ministère des Outre-mer.

Le réseau rassemble des acteurs socio-économiques, académiques et institutionnels de l'ensemble des territoires ultramarins, ainsi que d'hexagone. Sa feuille de route s'articule autour de quatre axes principaux : (1) le protocole de Nagoya et le partage des avantages, (2) la structuration des filières cosmétiques, (3) la recherche de financements et (4) le développement de la recherche, de l'enseignement et de l'innovation. L'objectif est de **renforcer les synergies entre territoires**, soutenir le développement de filières durables et faciliter le transfert des connaissances.

Les filières cosmétiques ultramarines reposent sur trois types d'acteurs : les producteurs de matières premières, les agrotransformateurs et les formulateurs. Ces filières contribuent à la préservation des savoirs traditionnels, à la valorisation de la biodiversité locale, à l'attractivité et à l'identité territoriale, et à l'innovation par la recherche de molécules bioactives. La demande croissante de **produits naturels et durables** accentue ces enjeux, tout en soulevant des défis tels que l'accès aux fiches techniques, l'adéquation des volumes produits, l'absence de données technico-économiques, la logistique complexe, la réglementation, les coûts liés aux équipements spécifiques et aux tests de mise en marché, ainsi que l'insuffisance de formations spécialisées.

Axelle Duranty, chargée de mission pour la *Martinique Cosmetic Valley*, a illustré la mise en œuvre concrète de ces initiatives sur le territoire martiniquais. La structuration de la filière repose sur la création de l'Association Martinique Cosmétique Valley en 2023, l'inauguration du centre territorial d'exploration de la biodiversité (CETEBIUM) en 2024, la cartographie des acteurs et la mise en place d'un jardin pilote servant à la fois de **planthèque** et d'outil pédagogique. La Martinique organise également des journées de sensibilisation à la cosmétopée, en particulier auprès du grand public, et développe des **kits pédagogiques** pour diffuser les connaissances scientifiques et traditionnelles.

Alba Zaremski, chercheuse au Cirad, a présenté une des autres actions du réseau : un atelier prévu à Awala-Yalimapo, en Guyane, les 18 et 19 novembre 2025. Cet atelier s'inscrit dans la continuité des journées de l'adaptation au changement climatique de juin 2025 et visera à comprendre, protéger et transmettre ces connaissances.

Les échanges avec les participants ont permis de préciser l'implication des acteurs mahorais, *via* le cluster cosmétique de Mayotte et le pôle d'innovation intégrée, ainsi que les modalités de transfert des connaissances à travers des **fiches techniques** et des kits de valorisation. Le projet de Guyane prévoit la mise en place d'une **pépinière expérimentale** et de références économiques pour soutenir la production et l'approvisionnement des filières cosmétiques locales.

Pour conclure, les intervenants ont souligné l'importance de la **mutualisation des outils**, de la formation et de l'**accompagnement technique** pour faciliter l'intégration des structures au réseau et le développement de filières durables.

## Projections et services climatiques pour les territoires ultramarins tropicaux : perspectives pour des indicateurs agroclimatiques

*Intervenant : Arnaud Forster, Météo France*

Arnaud Forster, ingénieur d'étude à Météo-France, présente les avancées du **projet Socle Outre-mer**, mené en partenariat avec le Centre national de recherche météorologique. Ce programme vise à produire de nouvelles projections climatiques régionales et à développer des **services climatiques** adaptés aux **territoires ultramarins tropicaux**. L'enjeu est d'accompagner la planification de l'adaptation au changement climatique, notamment dans le secteur agricole.

Les observations confirment une **hausse généralisée des températures** à l'échelle mondiale, conséquence directe des activités humaines. En se concentrant sur les territoires ultramarins, Météo-France constate une augmentation moyenne de 0,2 à 0,4 °C par décennie depuis les années 1960, avec des disparités territoriales : la Guyane connaît un réchauffement plus modéré, tandis que Mayotte enregistre des hausses rapides, atteignant localement +1 °C par rapport aux normales.

Les précipitations présentent quant à elles une variabilité importante, rendant les tendances plus difficiles à établir. Toutefois, certains signaux se dessinent, notamment une baisse progressive des cumuls annuels à Mayotte au cours des vingt dernières années.

Ces constats posent un enjeu majeur : anticiper les évolutions futures à l'aide de **scénarios climatiques**. Météo-France mobilise pour cela des modèles intégrant différents scénarios d'émissions de gaz à effet de serre (SSP), du plus optimiste au plus pessimiste, afin d'estimer les **futurs niveaux de réchauffement global**.

Sur le modèle de la «Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique», la **TRACC**, développée pour l'hexagone, le projet Socle Outre-mer transpose ces analyses aux territoires ultramarins. Il vise à établir pour chacun d'eux des jeux cohérents de **simulations climatiques régionales** et des indicateurs sectoriels pertinents.

Les premières déclinaisons concernent La Réunion, Mayotte et la Guyane, où les projections indiquent un réchauffement régional compris entre +2 °C et +3,5 °C d'ici la fin du siècle, selon le degré d'exposition à l'océan et la latitude.

Ce socle commun doit servir de base à la création d'**outils d'aide à la décision** pour les collectivités, les acteurs économiques et les filières agricoles. Le projet, initié en 2024, vise également à mettre en place une organisation pérenne d'actualisation des données au fil des avancées scientifiques.

Le volet agricole du projet se structure autour de deux types d'indicateurs :

> Indicateurs indépendants des cultures : cumul annuel de précipitations, évapotranspiration potentielle, bilans hydriques globaux.

> Indicateurs dépendants des cultures : nombre de jours à température optimale ou stressante pour certaines productions (ex. canne à sucre), projections de stress hydrique, etc.

Ces indicateurs reposent sur une co-construction avec les acteurs locaux (organismes de recherche, instituts techniques, chambres d'agriculture) afin de tenir compte des **cultures prioritaires** et des seuils physiologiques propres à chaque espèce.

À titre d'exemple, les simulations réalisées pour La Réunion montrent une diminution du cumul de précipitations de 10 à 15 % durant la saison sèche à l'horizon 2100, couplée à une hausse du nombre de jours à température favorable à la croissance de la canne à sucre, liée au réchauffement des zones d'altitude moyenne. Des travaux sont également en cours sur l'évapotranspiration potentielle (avec le modèle ALADIN) et sur la **modélisation du stress hydrique pour la canne**, en intégrant des données pédologiques fournies par le BRGM.

Les indicateurs produits seront progressivement intégrés à **deux plateformes** :

> **ClimaDiag Commune**, outil grand public de diagnostic local, bientôt étendu aux communes de La Réunion, Mayotte et de la Guyane.

> **Drias** – Les futurs du climat, portail expert donnant accès aux données détaillées et téléchargeables des modèles climatiques et indicateurs régionaux.

La mise à disposition des premiers jeux de données ultramarins est prévue fin 2025 – début 2026. Ces outils offriront une vision claire et actualisée des effets attendus du changement climatique sur les territoires tropicaux, constituant ainsi un **appui stratégique** pour l'adaptation agricole.

## Le fruit à pain : un potentiel à cultiver, une valeur à révéler

*Intervenantes : Katia Rochefort, PARM - Isabelle Jean-Baptiste, Chambre d'agriculture de Martinique*

La présentation conjointe de Katia Rochefort (PARM) et Isabelle Jean-Baptiste (Chambre d'agriculture de Martinique) a permis de dresser un panorama complet du projet Bio-R, réseau martiniquais créé en 2022 pour renforcer la souveraineté alimentaire par la **valorisation des ressources locales**. Porté par le PARM, ce consortium réunit douze partenaires couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, et bénéficie d'un appui de France 2030.

Son objectif : fédérer les compétences scientifiques, techniques et économiques pour développer des **produits innovants à haute valeur ajoutée** (compléments alimentaires, ingrédients cosmétiques, biostimulants), tout en dynamisant le **transfert de technologies** vers les acteurs économiques.

La Chambre d'agriculture de Martinique a mené une enquête approfondie auprès des agriculteurs et des particuliers afin d'évaluer le potentiel productif du fruit à pain et les conditions de structuration d'une filière locale.

Les résultats montrent une **présence généralisée de l'arbre à pain** sur le territoire : 87 % des exploitations agricoles possèdent au moins un arbre, pour une moyenne de 2,4 arbres par ferme, soit environ 559 tonnes produites annuellement. En ajoutant la production domestique, le potentiel total atteint près de 2 000 tonnes par an, mais la ressource reste largement sous-exploitée.

La diversité variétale est notable (16 types identifiés selon la forme des feuilles, la couleur de la chair ou l'aspect du fruit). En revanche, la **dispersion géographique** et la faible organisation de la collecte freinent l'approvisionnement des transformateurs. Un atelier de co-construction récent a d'ailleurs permis de poser les bases d'un **futur schéma de collecte**.

Le PARM a coordonné une **étude de marché**, qualitative et quantitative, menée auprès de 400 consommateurs et de plusieurs acteurs économiques.

Les résultats confirment plusieurs **freins à la consommation** : méconnaissance des modes de préparation, image vieillissante du produit, manque de praticité. Pourtant, les leviers d'attractivité sont réels : ancrage local, valeur nutritionnelle, potentiel culinaire et accessibilité économique.

Les consommateurs expriment un intérêt pour des produits transformés à base de fruit à pain, tels que la farine, le pain, les frites, les gratins ou les conserves, à condition d'en comprendre la valeur ajoutée. L'enjeu est donc de **revaloriser l'image** du fruit à pain et de proposer des **gammes adaptées** à la restauration collective comme aux particuliers.

Les travaux du PARM se concentrent sur trois axes :

- > Étude technologique et solutions de transformation : identification d'équipements adaptés (lavage, pelage, découpe) aux contraintes des petites entreprises locales et expérimentation à échelle pilote.
- > Caractérisation nutritionnelle et valorisation des coproduits : étude du potentiel des pelures, cœurs et feuilles pour une utilisation en alimentation humaine ou animale, en partenariat avec l'INRAE.
- > Développement de produits innovants : cinq pistes prioritaires ont été retenues (farines pour panification, pâtes alimentaires, conserves, semoule et produits à base de purée) afin de déboucher sur des prototypes transférables aux entreprises d'ici quatre ans.

Des échanges fructueux avec la Polynésie ont permis de **mutualiser les connaissances**, notamment sur les variétés et les techniques de transformation. La Réunion a également engagé une relance de la culture via la production de vitroplants et des essais de panification et de surgelés prêts à l'emploi.

La filière fruit à pain martiniquaise dispose d'un potentiel agricole et économique considérable, encore peu exploité. Le réseau Bio-R, en mobilisant la recherche, le développement et les entreprises, pose les bases d'une filière durable, innovante et contributive à la souveraineté alimentaire.

Les prochaines étapes porteront sur la consolidation du système de collecte, la diffusion des innovations technologiques et l'appui à la transformation locale à travers un appel à manifestation d'intérêt à destination des entreprises candidates à cette valorisation.

## Projet RITA Karibiokréyol conservation et valorisation des races Créole de Guadeloupe

*Intervenants : JL Gourdine, INRAE - Stéphanie Jock, Sélection Créole*

Le projet Karibiokréyol, conduit dans le cadre du programme Héritage, vise à préserver et valoriser les races créoles porcine, caprine et bovine de Guadeloupe, aujourd'hui menacées d'abandon. Ces races, éligibles à la prime à la préservation des races locales, représentent un **patrimoine agricole** et culturel majeur, mais leur gestion collective reste difficile, notamment pour les filières porcines et caprines.

Dès les années 1970, les races créoles étaient déjà perçues comme peu productives face aux races métropolitaines, jugées plus performantes. Pourtant, depuis la fin des années 1980, la recherche, portée notamment par l'INRAE, a ravivé l'intérêt pour ces **animaux rustiques**, mieux adaptés aux conditions tropicales. Ce regain s'est traduit par la mise à l'honneur du bovin créole lors de salons récents et des reportages nationaux.

Le projet Karibiokréyol a cherché à mutualiser les connaissances, co-construire une vision partagée entre éleveurs, chercheurs et techniciens, et concevoir des actions concrètes de sauvegarde et de valorisation. La démarche s'est appuyée sur la **méthode KCP** (Knowledge – Concept – Proposition), issue des sciences de gestion, combinée à des essais en ferme et en milieu contrôlé. Cette approche participative a permis d'impliquer directement les éleveurs dans la conception et l'appropriation des innovations.

Présentation de quelques résultats marquants :

- > **Essais agroécologiques** : en élevage porcin biologique, les animaux présentent une croissance plus lente mais un coût alimentaire réduit de 55 %, grâce à la valorisation des coproduits de ferme.
- > **Décontamination au chlordécone** : des essais ont montré qu'un élevage hors sol permettait la diminution de la concentration sérique en chlordécone jusqu'à des niveaux inférieurs aux seuils réglementaires, rendant la viande consommable.

- > **Tests sensoriels** : la viande porcine créole a été jugée de meilleure qualité gustative que celle de races industrielles.
- > **Valorisation culturelle** : un conte en créole, commandité par l'interprofession, sensibilise petits et grands à la richesse des races locales.

Le projet s'est appuyé sur un **large partenariat** : INRAE, Sélection Créole, Chambre d'agriculture de Guadeloupe, organismes techniques, association IGUAVIE et cinq éleveurs pilotes engagés dans l'agriculture biologique ou collective.

Les ateliers participatifs ont permis d'identifier deux priorités :

- > Structurer un **organisme de sélection multi-espèces**,
- > Développer des actions de valorisation (labellisation, circuits courts, abattage structuré).

Grâce à un financement de l'ODEADOM, un projet complémentaire intitulé *Lyannaj pou kréyòl an nou* a été lancé. Il vise à :

- > Recenser les animaux répondant aux nouveaux standards de race,
- > Accompagner les éleveurs dans l'identification et le suivi technique,
- > Accompagner la transition vers un organisme de sélection multi-espèces.

Un technicien, recruté en 2024, mène ce travail de terrain et de sensibilisation, dans un contexte marqué par la nécessité de renforcer la confiance et la reconnaissance réglementaire des éleveurs.

Karibiokrèyol illustre un transfert réussi entre recherche et profession agricole. Le projet a permis de remobiliser les acteurs locaux autour d'un **objectif commun de préservation**, tout en ouvrant la voie à une **valorisation économique** et culturelle durable des races créoles.

Sa réussite repose désormais sur la pérennisation du poste de technicien et la continuité du **soutien institutionnel**, afin d'assurer la transmission de ce patrimoine vivant aux générations futures.

## HLB, un défi commun : comment les Outre-mer s'organisent pour sauver leurs agrumes

*Intervenants : Manuel Gérard, IGUAFLHOR - Raphaël Morillon, CIRAD*

Le Huanglongbing (HLB), ou maladie du dragon jaune, dévaste aujourd'hui les plantations d'agrumes à travers le monde. Cette maladie, identifiée depuis la fin du XIXe siècle, est causée par une **bactérie** du genre *Candidatus Liberibacter*, transmise par deux insectes vecteurs (les psylles *Diaphorina citri* et *Trioza erytreae*). Tous les agrumes cultivés — orangers, citronniers, mandariniers, pamplemoussiers — sont sensibles à cette bactérie, qui provoque un blocage de la circulation de la sève et la mort progressive de l'arbre.

Les **conséquences économiques** sont considérables : en Floride, la production d'agrumes a chuté de 90 % en vingt ans, entraînant la disparition de milliers d'emplois. Si le bassin méditerranéen et l'Australie restent à ce jour épargnés, les vecteurs y sont déjà présents, ce qui laisse craindre une introduction prochaine de la maladie.

Raphaël Morillon, directeur de recherche au CIRAD, rappelle qu'en Guadeloupe, le HLB est apparu vers 2010–2012. En à peine deux ans, la production d'agrumes y a chuté de 80 %. Le Brésil, qui a longtemps contrôlé la maladie grâce à des traitements chimiques massifs, connaît désormais une recrudescence des cas. L'expérience montre qu'aucune solution curative n'existe à ce jour : seules la **prévention** et l'**adaptation** permettent de limiter les pertes.

Les **signes distinctifs** du HLB sont : des feuilles déformées, des marbrures jaunes asymétriques, des fruits amers et difformes. Des travaux de **recherche variétale** menés par le CIRAD sont en cours sur des hybrides et des espèces apparentées (comme le citron caviar) présentant une **tolérance partielle** ou une résistance stricte. D'autres expérimentations explorent l'usage de matériels polyploïdes (ex. lime de Tahiti) plus résistants au bouchage des vaisseaux, ou encore l'hybridation somatique pour combiner des caractères d'intérêt. Ces démarches visent à créer des génotypes résistants, mais la sélection de nouvelles variétés demande plusieurs années.

Face à l'impossibilité d'éradiquer la maladie, deux stratégies coexistent :

- > la stratégie du contrôle chimique intensif, pratiquée au Brésil ou à Cuba, impliquant l'arrachage massif et l'usage hebdomadaire de pesticides, une approche difficilement transposable aux contextes ultramarins ;
- > la **stratégie du « vivre avec »**, privilégiée aux Antilles et à La Réunion, qui repose sur la lutte biologique, l'entretien de la nutrition et de l'irrigation des arbres, et l'usage de matériel plus tolérant.

La **lutte biologique**, notamment via des micro-guêpes parasitoïdes, donne de bons résultats contre *Trioza erytreae* mais reste limitée face à *Diaphorina citri*. L'enjeu est donc de combiner plusieurs leviers de gestion.

Manuel Gérard, animateur d'IGUAFLHOR, interprofession des fruits et légumes de Guadeloupe, et ancien coordinateur du RITA Guadeloupe (2013–2023), présente le plan de relance élaboré à la suite des travaux de recherche menés par le CIRAD et ses partenaires (IT2, Chambre d'agriculture, SOPFRUIT, INRAE, organisations de producteurs).

À son apogée, la filière guadeloupéenne produisait environ 6 000 tonnes d'agrumes par an, une contribution majeure à la production fruitière locale. L'effondrement dû au HLB a provoqué de lourdes **pertes économiques** et un **abandon des vergers**. Mais la journée technique de 2024 organisée sur la station expérimentale de Roujol a ravivé l'espoir, avec la présentation de nouvelles variétés prometteuses.

Sur cette base, IGUAFLHOR a fédéré les acteurs autour d'un **plan de relance** structuré en plusieurs volets :

- > Mobilisation des financements existants : FEDER pour la recherche, aides pour les plantations pérennes, POSEI pour les producteurs et les pépiniéristes, PARSADA et VIVEA/OCAPIAT pour la formation.
- > Relance de la recherche appliquée, en lien avec l'apiculture (pollinisation, biodiversité).
- > Mobilisation des agriculteurs : une grande **journée technique** en février 2024 a réuni plus de 150 participants.
- > Structuration de la production : cinq **pépiniéristes** guadeloupéens seront agréés d'ici fin 2025 pour fournir du matériel sain, selon un **cahier des charges** commun.
- > Formation et accompagnement : des **formations spécifiques** à la taille, à la fertilisation, à l'irrigation et à la gestion des vergers seront proposées, ainsi qu'une initiation à l'apiculture (installation de ruches, sécurité, pollinisation).
- > Suivi technique et évaluation : cartographie, références de rendement, analyses de sol et appui à la fertilisation, afin d'assurer un **pilotage collectif et mesurable** du plan.

À date, une trentaine d'agriculteurs se sont déjà engagés à replanter des agrumes, à accueillir des expérimentations et à participer au suivi collectif. Les objectifs collectifs à cinq ans sont ambitieux : replanter 100 hectares d'agrumes et atteindre 3 000 tonnes de citrons verts, tout en structurant des **filiales connexes** (agrotransformation, miel d'agrumes).

Ce plan de relance illustre pleinement la philosophie du RITA : fédérer la recherche, la formation, les agriculteurs et les interprofessions autour d'une dynamique collective d'innovation. Il s'agit d'un exemple concret de transfert réussi entre recherche et terrain, et d'un projet porteur d'avenir pour la souveraineté alimentaire de la Guadeloupe.

## Sécheresse et résilience : l'Association Foncière Pastorale Autorisée à la Martinique, un nouvel outil foncier pour sécuriser l'alimentation animale

*Intervenants : Rudy Oublié, CODEM - Jean-Marc Ajanany, CODEM.*

L'élevage martiniquais est confronté à une baisse marquée de la production et à un vieillissement des éleveurs. La production de viande bovine est passée de 1 200 tonnes en 2009 à 687 tonnes en 2024, tandis que les importations augmentent. Le **morcellement foncier**, la rareté des terres disponibles et les **sécheresses répétées** ont entraîné la perte de plus de 1 500 têtes ces dernières années. Face à ces difficultés, la CODEM cherche à sécuriser le foncier agricole, **organiser le pâturage** et améliorer l'**autonomie fourragère** des élevages.

Le projet de création d'une Association Foncière Pastorale (AFP) est mené par la CODEM, avec le soutien de l'ODEADOM et de la DAAF, dans le cadre d'une **politique de restructuration foncière** et de relance de l'élevage bovin sur le territoire martiniquais.

L'Association Foncière Pastorale est un dispositif collectif de gestion du foncier permettant de regrouper des propriétaires publics et privés autour d'un **projet d'usage agricole ou pastoral**. Elle facilite la mise à disposition des terres, la **concertation entre acteurs**, la valorisation des espaces agricoles et donne accès à des aides publiques à la gestion et à l'investissement.

Deux statuts existent :

> **AFP libre**, créée sur adhésion volontaire des propriétaires ;

> **AFP autorisée**, validée par enquête publique dès lors que 50 % des propriétaires détenant 50 % des surfaces sont favorables.

C'est cette seconde formule qui a été retenue, car elle permet une plus grande cohérence territoriale et l'accès au financement public.

Le projet a mobilisé un large partenariat : collectivités (CTM, EPCI, communes), DAAF, Chambre d'agriculture de Martinique, ONF, Jeunes Agriculteurs, association d'agroforesterie, Parc naturel régional, Union des éleveurs de bovins Brahman et SAFER.

Les travaux se sont structurés autour d'un comité technique et d'un comité de pilotage, complétés par des **réunions communales** (25 communes rencontrées, 24 favorables).

La Martinique a été découpée en quatre zones potentielles d'implantation de futures AFP, identifiées à partir des données cadastrales et d'activités agricoles. Une **zone pilote** a été retenue sur les communes du Carbet et de Saint-Pierre, représentant près de **3000 hectares** et plus de **400 parcelles**.

Les conseils municipaux ont validé le périmètre d'étude et le dossier de création a été déposé en préfecture. Une **enquête publique** et une consultation des propriétaires sont prévues en décembre 2025. En parallèle, une **étude foncière et pastorale**, financée via un appel à manifestation d'intérêt de la DAAF, analysera le potentiel de pâturage, la biodiversité et les besoins d'aménagement (désenclavement, gestion écologique, plans de pâturage).

L'AFP constituera un **outil de sécurisation durable du foncier agricole** et un levier de relance de l'élevage bovin en Martinique.

À terme, la démarche pourrait être étendue à d'autres zones de l'île, en s'appuyant sur les enseignements de la zone pilote.

## Pour un renforcement du réseau sanitaire des filières ruminants : le projet TISARU

Intervenante : Sylvie Lecollinet, UMR ASTRE CIRAD-INRAE

En Guadeloupe, les **maladies vectorielles et parasitaires** représentent un enjeu majeur pour la santé animale et la durabilité des élevages. Face aux mortalités répétées, à la recrudescence des tiques et à la perte d'efficacité des traitements, le projet TISARU (*Tiques et risques sanitaires en élevage de ruminants*) a été lancé en 2023. Réunissant un consortium de partenaires tels que le CIRAD, l'INRAE, l'Institut de l'élevage (Idele), le GDS-SANIGWA, la DAAF et plusieurs vétérinaires libéraux, ce projet vise à mieux comprendre les risques sanitaires, à améliorer la **surveillance épidémiologique** et à renforcer la résilience des élevages.

Construit à partir des besoins exprimés par les éleveurs, TISARU s'inscrit dans une **approche participative**, à la croisée de la recherche, du développement et du transfert. Entre 2023 et 2024, une vaste campagne d'enquêtes et de prélèvements a été conduite dans 98 élevages, représentant plus de 430 animaux (bovins, caprins et ovins). Les analyses menées dans les laboratoires du CIRAD ont permis de dresser un **état des lieux inédit des infestations** et de la circulation des pathogènes dans les élevages guadeloupéens.

Les résultats montrent que 96 % des exploitations sont concernées par la présence de tiques, principalement *Amblyomma variegatum* (tique sénégalaise) et *Rhipicephalus microplus* (tique créole), avec une forte prévalence dans les zones humides de Basse-Terre et à Marie-Galante. Plusieurs agents pathogènes majeurs ont été identifiés : *Anaplasma marginale*, responsable d'anaplasmose, *Babesia bovis*, *Ehrlichia ruminantium* (cowdriose ou "malcadique"), ainsi que les virus de la fièvre catarrhale ovine et de la maladie hémorragique épizootique. Ces derniers, jusqu'alors peu documentés aux Antilles, semblent désormais installés dans l'archipel, avec des souches différentes de celles observées en métropole.

Un autre constat majeur concerne la **résistance croissante aux traitements vétérinaires**. Les analyses révèlent une perte d'efficacité importante de plusieurs familles d'anthelminthiques (moxidectine, fenbendazole, monepantel), en particulier chez les caprins. Les tests sur tiques mettent également en évidence une résistance marquée aux acaricides, notamment au Butox, Sébacil et Béticol, utilisés depuis de nombreuses années sans alternance de molécules. Ces résultats confirment la nécessité d'un changement de pratiques et d'une gestion raisonnée des traitements, fondée sur le suivi des infestations et le conseil technique.

Le projet a accordé une large place au **transfert de connaissances** et à la formation. Des ateliers participatifs ont été organisés avec les éleveurs et les vétérinaires pour interpréter les résultats, échanger sur les bonnes pratiques sanitaires et co-construire des **stratégies de prévention adaptées**. Chaque éleveur enquêté a bénéficié d'un **retour individualisé** sur la situation sanitaire de son troupeau. Ces échanges ont nourri la rédaction d'un **guide pratique sur la santé des ruminants** en Guadeloupe, aujourd'hui en phase de diffusion auprès des exploitations.

Fort de cette dynamique, un prolongement du projet, intitulé **TISARU+**, est déjà en préparation sous la coordination du GDS. Il vise à poursuivre les travaux sur la résistance bactérienne, notamment à *Dermatophilus congolensis*, à développer de nouveaux tests de résistance simplifiés transférables aux laboratoires locaux, et à explorer des **approches innovantes de lutte intégrée**, incluant la vaccination contre les tiques.

En conclusion, Sylvie Lecollinet souligne que TISARU a permis de renforcer la coordination entre recherche, développement et acteurs de terrain, tout en offrant une vision actualisée des enjeux sanitaires de l'élevage guadeloupéen. Le projet contribue à la construction d'un véritable **réseau sanitaire territorial**, appuyé sur les RITA et pose les bases d'une stratégie durable de santé animale adaptée aux conditions tropicales.

## Le lien RITA : partager, échanger, avancer

Retrouvez ci-dessous les contacts de tous les intervenants du séminaire :

Interventions	Contact des intervenants
De la destruction à la résilience : comment Mayotte réinvente son agriculture après le cyclone	<a href="mailto:kadafi.said976@gmail.com">kadafi.said976@gmail.com</a> <a href="mailto:etienne.thorel@messoyt">etienne.thorel@messoyt</a> <a href="mailto:ambdildjalilou.omar@messoyt">ambdildjalilou.omar@messoyt</a> <a href="mailto:giasm.oali@gmail.com">giasm.oali@gmail.com</a> <a href="mailto:ibrahim.soilihi@cg976.fr">ibrahim.soilihi@cg976.fr</a>
Souveraineté alimentaire à La Réunion : le soja et la patate douce, entre potentiel agricole et contraintes locales	<a href="mailto:gaelle.tisserand@armeflhor.fr">gaelle.tisserand@armeflhor.fr</a>
Valorisation de la Cosmétopée ultramarine : une dynamique collective, de l'identification des obstacles au partage de solutions	<a href="mailto:viviane.lecomte@cirad.fr">viviane.lecomte@cirad.fr</a> <a href="mailto:alba.zaremski@cirad.fr">alba.zaremski@cirad.fr</a>
Projections et services climatiques pour les territoires ultramarins tropicaux : perspectives pour des indicateurs agroclimatiques	<a href="mailto:arnaud.forster@meteo.fr">arnaud.forster@meteo.fr</a>
Le fruit à pain : un potentiel à cultiver, une valeur à révéler	<a href="mailto:katia.rochefort@parm.mq">katia.rochefort@parm.mq</a> <a href="mailto:isabelle.jean-baptiste@martinique.chambagri.fr">isabelle.jean-baptiste@martinique.chambagri.fr</a>
Sécheresse et résilience : l'Association Foncière Pastorale Autorisée à la Martinique	<a href="mailto:afp@codem.pro">afp@codem.pro</a> <a href="mailto:direction@codem.pro">direction@codem.pro</a>
Projet RITA Karibiokrèyol conservation et valorisation des races Créole de Guadeloupe	<a href="mailto:jean-luc.gourdine@inrae.fr">jean-luc.gourdine@inrae.fr</a> <a href="mailto:selectioncreole@gmail.com">selectioncreole@gmail.com</a>
Pour un renforcement du réseau sanitaire des filières ruminants : le projet TISARU	<a href="mailto:sylvie.lecollinet@cirad.fr">sylvie.lecollinet@cirad.fr</a>
HLB, un défi commun : comment les Outre-mer s'organisent pour sauver leurs agrumes	<a href="mailto:manuelgerard2@gmail.com">manuelgerard2@gmail.com</a> <a href="mailto:raphael.morillon@cirad.fr">raphael.morillon@cirad.fr</a>



## VOS CONTACTS

### *L'animation nationale des RITA*

**Chambres d'agriculture France** - gwendoline.cocquet@france.chambres-agriculture.fr

**Acta, les instituts techniques agricoles** - sophie.cluzeau-moulay@acta.asso.fr

**CIRAD** - jean-marc.thevenin@cirad.fr



Une action proposée par :



Pour aller plus loin

Avec le soutien de



Youtube RITA



COATIS, le centre de ressources des RITA